

La méconnaissance du terrain et ses conséquences sécuritaires :

Exemples, des néoconservateurs à la Libye, et conséquences pour l'Europe

Avoir suivi les néoconservateurs en profondeur à un moment de sa vie peut être comparé à une addiction¹. On peut réussir à s'en séparer un temps, mais il y a toujours un risque de rechute. A la décharge de l'auteur de ces lignes, il faut mettre en avant le fait que cette mouvance américaine est intellectuellement prolifique et stimulante. Par ailleurs, elle n'est pas morte avec l'arrivée d'Obama au pouvoir, bien au contraire. Elle a souffert un temps de ses erreurs d'analyse en politique étrangère, notamment sur l'Irak. Mais surtout en Europe, on fait communément l'erreur de stigmatiser le néoconservatisme comme un groupe fermé, dogmatique, au lieu d'y voir une grande tendance de la politique étrangère américaine². Pour certains analystes et universitaires américains, cette idéologie est même une des grandes expressions de l'action américaine en politique étrangère³. Et aujourd'hui, à la veille d'une prochaine élection présidentielle américaine, on peut penser qu'Obama a été, en politique étrangère, à bien des égards, un « néocon malgré lui »⁴.

Suivre l'analyse néoconservatrice fait donc sens, encore aujourd'hui. Nombreux sont les grands noms du néoconservatisme et des « compagnons de route » qui continuent à suivre et à analyser le Moyen Orient, la Chine, la Russie. Suivre les débats sur ces pays et régions clés pour l'UE est essentiel pour tout partisan d'une Europe puissance. Et même, plus simplement, pour l'Européen conscient du fait que les choix diplomatiques et militaires américains

¹ A partir du moment, bien entendu, où le travail a été fait avec rigueur. Nombreux sont les universitaires et analystes français et européens qui se sont plu à parler des « néoconservateurs », en tout cas quand le sujet était à la mode. Mais hélas, sans toujours aller lire ces derniers. Ils sont pourtant clairement identifiés, dans des think tanks, des journaux, des universités. Il est facile de les lire, quand on veut bien faire l'effort. L'auteur de ces lignes est en tout cas aller dans ce sens. Pour une analyse de textes de la vision américaine du monde musulman et de l'impact de ladite vision sur la diplomatie post-11 septembre, voir Didier Chaudet, *Les néoconservateurs face à l'Islam*, Paris : Universités, 2005. Pour continuer cette analyse en faisant une comparaison avec le néo- Eurasisme russe, voir Didier Chaudet, Florent Parmentier, Benoît Pélopidas, *L'Empire au Miroir. Stratégies de Puissance aux Etats-Unis et en Russie*, Genève : Droz, 2007.

² Une erreur qui permet commodément de critiquer un petit groupe jugé malfaisant en évitant de voir son impact sur le champ intellectuel. C'est une approche plutôt politiquement correcte, qui relève parfois du cynisme, quand le but est de ne pas froisser des amis idéologiquement proche de cette tendance. L'analyse du néoconservatisme comme une mouvance plutôt que comme une secte bien délimitée est une des pierres angulaires de *L'Empire au Miroir*.

³ Voir, sur ce point John Lewis Gaddis, *Surprise, Security, And the American Experience*, Harvard University Press, 2005.

peuvent signifier des conséquences sécuritaires pour l'Union dans un avenir pas forcément si lointain. L'Amérique est cousine et alliée de l'Europe, mais cela ne l'empêche pas de mener des actions préjudiciables à l'Union. Ainsi, on risque de payer encore longtemps, notamment en Europe, les problèmes liés à la guerre en Irak, et à la gestion bâclée de l'affaire afghane. La diplomatie américaine peut avoir une certaine désinvolture sur ces sujets. Et cela n'est pas dû à une quelconque défaillance morale, mais juste à une question de géographie : elle est protégée par deux océans et un voisinage sécurisé, au moins pour l'instant⁵. Elle peut avoir un impact fort sur le monde, y compris sur des pays importants pour l'UE, sans directement subir les conséquences de ses choix politiques. Les Européens, hélas, ne peuvent s'offrir un tel luxe.

Il serait donc essentiel, pour les pays de l'UE dans leur ensemble, que les « réalistes » dominant à Washington. A savoir des spécialistes des relations internationales qui voient le monde pour ce qu'il est, et pas pour ce qu'ils aimeraient qu'il soit. Des Américains qui, naturellement, comprendront que la stabilité du monde est également dans leur intérêt, et que, dans une logique réaliste et modérée, les Européens sont encore leurs meilleurs alliés.

Paradoxalement, beaucoup d'Américains sont, en fait, des réalistes, des partisans d'une politique étrangère modérée visant à protéger les intérêts de leur pays, sans politique « révolutionnaire » ou idéologique. On les rencontre en masse dans les universités et les ambassades. Pourtant, il existe une minorité très bruyante dans les médias, qui tend à confisquer le débat. Les néoconservateurs en font partie, mais ils ne sont pas les seuls. En général, il s'agit d'interventionnistes, de « gauche »⁶ comme de droite, plus idéologues que spécialistes des pays dont ils parlent. Ces partisans de l'action, souvent par la force, sont parfois appelés « impérialistes-démocrates ». Ils peuvent être partisans d'un humanisme de gauche, ou activistes d'une politique de droite mêlant rhétorique sélective des droits de l'Homme et imposition militaire d'une volonté politique. Mais dans tous les cas, on peut constater une chose : leur profonde méconnaissance du terrain et des pays dont ils parlent. Et

⁴ Andrew Levine, « Barack Obama : Neocon Despite Himself », *Huffington Post*, 23 septembre 2010, www.huffingtonpost.com.

⁵ Pour l'instant uniquement, étant donné qu'on peut se poser des questions sur la situation sécuritaire au Mexique. Mais pour l'instant, l'analyse américaine est plutôt légère sur le sujet. Au mieux, un petit nombre d'analystes mettent en avant le fait que si Mexico ne sombre pas dans la violence, une puissance hostile au contrôle américain sur l'Amérique du Nord pourrait apparaître... à la fin du 21^{ème} siècle. Voir George Friedman, *The Next Hundred Years*, New York : First Anchor Books Edition, 2009, pp.233 à 248.

⁶ La notion de « gauche » aux Etats-Unis est bien différente de celle qu'on retrouve en Europe. On aura donc tendance de plutôt parler, ici, d'analystes proche des Démocrates.

encore une fois, le problème ne s'arrête pas à la droite américaine. On l'a vu lors des débats sur la guerre en Irak : on peut être proche des Démocrates et avoir une vision faussée, même en étant de bonne foi⁷.

On reste parfois confondu par le manque de maîtrise, de la part de ces « interventionnistes », des sujets qu'ils traitent. Il suffit de se rappeler, par exemple, de la présentation donnée par un compagnon de route du néoconservatisme, le Français Laurent Murawiec, à l'invitation de Richard Perle⁸, devant le *Defense Policy Board*⁹ le 10 juillet 2002. La présentation appelait, semble-t-il, à menacer la Mecque et Médine, les deux principales villes saintes de l'islam, puis, plus radicalement encore, à l'invasion de l'Arabie Saoudite¹⁰. Une approche qui ne fait sens que si l'on prend un fait (des pétrodollars saoudiens ont servi à diffuser un fondamentalisme rigoriste « wahhabite », parfois violent, et toujours intolérant, ailleurs dans le monde arabe et musulman)¹¹ et l'exagérer jusqu'à l'adapter à un fantasme faisant de l'Arabie Saoudite un nouvel URSS¹². Cette analyse est d'ailleurs loin d'être un fait isolé. Encore une fois, elle fait sens quand on comprend que l'analyse néoconservatrice est simple, pour ne pas dire simpliste : selon cette vision du monde, l'Amérique est en guerre contre une partie de l'Islam en tant que religion et civilisation, une part avec laquelle on ne peut pas raisonner¹³. Dans une telle approche idéologique, les subtilités appelant à prendre en compte l'Histoire ou la politique étrangère des grandes puissances, notamment américaine, pour

⁷ Pour s'en convaincre, on peut lire l'édifiante défense d'une guerre contre l'Irak par un analyste sensé être opposé aux idéologues interventionnistes du Parti républicain : Kenneth M. Pollack, *The Threatening Storm. The Case for Invading Iraq*, New York : Council on Foreign Relations Book, 2002. Pour lire des passages particulièrement déconnectés de la réalité irakienne, voir par exemple son analyse particulièrement légère d'une influence iranienne sur l'Irak (p.321) ou son idée selon laquelle toutes les démocraties du Golfe ont « compris » le besoin de démocratisation (pp.399-400). Malgré tout, ce livre reste un des plus sérieux ayant soutenu l'intervention en Irak...

⁸ L'un des plus grands noms du néoconservatisme américain contemporain.

⁹ Un groupe chargé de conseiller le Pentagone sur les questions de défense

¹⁰ Jack Shafer, « The PowerPoint That Rocked the Pentagon », *Slate*, 7 août 2002, www.state.com.

¹¹ Sur ce point, voir le rappel d'Antoine Basbous, *L'Arabie Saoudite en question*, Paris : Perrin, 2002, pp.154-155

¹² Cela se retrouve très clairement dans le livre de Laurent Murawiec, *La Guerre d'Après*, Paris : Albin Michel, 2003, pp.89 à 103 notamment. On y voit par exemple le phénomène des Talibans (p.95) et les problèmes du Pakistan (p.103) avant tout rattaché à la « saoudisation » et à l'influence néfaste du wahhabisme venant de l'extérieur. Encore une fois, on ne peut nier l'impact plutôt négatif des dollars saoudiens sur l'équilibre religieux en Asie du Sud comme ailleurs. Mais ne prendre en compte ni les évolutions politiques, ni les tensions économiques, ni les transformations sociales, en Asie du Sud comme ailleurs, pour expliquer le djihadisme, est clairement une erreur.

¹³ David Frum et Richard Perle, *An End to Evil. How to Win the War on Terror*, New York : Random House, 2003, pp.41-42.

analyser le phénomène Al Qaïda, est tout simplement absent¹⁴. Le fait même d'être incapable de voir, en tant qu'analyste, le fait que le terrorisme est, d'abord et avant tout, un phénomène *politique*¹⁵, démontre, tout simplement, une méconnaissance des pays, des cultures, des langues parfois, nécessaires pour saisir les racines du problème djihadiste.

Une dénonciation, somme toute légitime, de ce manque de connaissances, est parfois mis en avant par des universitaires américains. A ceux-ci, Daniel Pipes (un des analystes néoconservateurs les plus importants de sa génération) dégage l'accusation de « snobisme ». Il met notamment en avant le fait que la connaissance d'une langue ne signifie pas forcément une réelle objectivité scientifique. En cela, il a bien entendu raison. L'article de Pipes critique, en particulier, ce trait chez les spécialistes du monde arabe¹⁶. Le problème de cette approche est qu'elle confond sciemment connaissance de la langue et connaissance d'un terrain. Pour comprendre l'Égypte, mais aussi la Russie, le Pakistan ou la Chine, il faut aller y vivre. Il faut créer un lien avec les populations, qui passe par bien plus que la langue : il faut découvrir leur quotidien en le partageant, chercher à comprendre les spécificités politiques, économiques, historiques d'un lieu donné. C'est un effort intellectuel (et parfois physique, pour les terrains difficiles) qui demande du temps, et le refus des réflexions faciles de type « guerre de civilisations » ou « Fin de l'Histoire », trop générales, trop faciles, et trop souvent fausses. Seul ce travail permet d'avoir accès à des sources primaires, de mieux juger les sources secondaires (livres, sites internet), bref, de savoir de quoi l'on parle. Ce profil type, du réel connaisseur d'une région ou d'un pays donné, se retrouve bien peu, moins encore dans les rangs des idéologues « interventionnistes » ou « impérialistes-démocrates ». Même Daniel Pipes, pourtant très bon arabisant lui-même, ne correspond pas véritablement à ce profil, surtout quand on lit ses articles sur l'Iran ou sur les Palestiniens¹⁷.

Ce qui a manqué au néoconservatisme et à ses compagnons de route est donc ce qui a été la colonne vertébrale de son idéologie : le manque de connaissances sur les régions ciblées par la « guerre contre le terrorisme ». Et cette ignorance a eu des conséquences concrètes : l'Irak a été un trou noir financier, et on aurait tort de penser que la paix va régner dans les années à

¹⁴ Pour une analyse autrement plus universitaire et fouillée du phénomène djihadiste, voir par exemple François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda*, Paris : la Découverte, 2005.

¹⁵ On ne compte plus les ouvrages universitaires sérieux prouvant la chose. Voir par exemple Alan B. Krueger, *What Makes a Terrorist. Economics and the Roots of Terrorism*, Princeton-Oxford : Princeton University Press, 2007, pp.3-4.

¹⁶ Daniel Pipes, « Arabist Snobs », *National Review Online*, 22 novembre 2011, récupéré sur www.danielpipes.org.

venir sur ce pays bien fragile ; Al Qaïda, qui avant le 11 septembre représentait une minorité idéologique, y compris dans le milieu djihadiste¹⁸, existe toujours, et a eu un impact politique et sécuritaire désastreux dans plusieurs pays musulmans ; l'Afghanistan apparaît de plus en plus comme une guerre perdue, en bonne partie à cause de la diversion irakienne ; et aujourd'hui encore, des frappes sur l'Iran sont évoqués alors que le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie, le Yémen, sont pour le moins fragilisés et demanderait une plus grande attention de la communauté internationale. A bien des égards, l'ignorance du terrain est non seulement le meilleur atout des idéologues proches des néocons, mais aussi, du terrorisme que nous sommes sensés vouloir éradiquer.

L'analyse présentée ici a plusieurs conséquences pour les Européens.

Tout d'abord, il est impossible, pour les acteurs politiques européens, de continuer à voir les débats à Washington comme « étrangers » à l'UE. Washington est la capitale de la plus grande puissance mondiale. Des idées pouvant avoir un impact négatif non seulement sur la sécurité de nos alliés américains, mais également sur la nôtre, y sont soutenues par une mouvance interventionniste, impérialiste-démocrate ou néoconservatrice, comme on voudra l'appeler. S'intégrer dans le débat est essentiel pour une Europe voulant peser à l'international et éviter d'être juste un auxiliaire passif, et logiquement, parfois bien peu respecté. La couverture des débats américains en politique étrangère devrait être encouragée, particulièrement suivie par la diplomatie européenne. Une défense des intérêts bien compris de l'Union comme des Etats-membres devrait amener à soutenir autant que possible les voix les plus modérées et les plus sensées à Washington.

Par ailleurs, il est essentiel, plus encore que par le passé, de soutenir autant que possible un système universitaire souvent de bonne qualité, mais manquant de fonds. Nos universitaires ne sont pas des poids morts, mais une force de frappe importante pour qui comprend la diplomatie publique. Un véritable effort financier devrait être fait au niveau des principaux Etats membres, pour encourager les authentiques travaux de recherche. L'accent devrait être porté sur les terrains et les langues « difficiles », avec une plus grande possibilité pour ces profils d'accéder à des postes liées aux diplomaties européennes. Ces cerveaux sont la clé d'une politique étrangère active, autant que réussie. L'Amérique n'est plus véritablement

¹⁷ Voir sur ce point, par exemple, Christopher Hitchens, « Pipes the Propagandist. Bush's nominees doesn't belong at the U.S. Institute for Peace », *Slate*, 11 août 2003, www.slate.com.

¹⁸ Islamistes ayant fait le choix de la violence et d'une islamisation « par le haut » par la conquête du pouvoir. Ils sont, à bien des égards, dans une approche léniniste de l'islamisme.

l'Hyperpuissance unipolaire qu'on imaginait il y a seulement quelques années, d'abord parce qu'elle a suivi les mauvais conseils d'idéologues considérant que la connaissance était une forme de « snobisme ». Si l'Union Européenne veut éviter un même destin, elle doit soutenir la recherche en Aires Politiques Comparées. La création d'un corps d'analystes jugés par un concours spécifiquement lié à leur niveau en langue, en connaissance politique et historique du territoire dont ils se prétendent spécialistes, serait une idée à exploiter allant dans ce sens. Un soutien financier et une impulsion politique permettant la multiplication des think tanks, ou groupes de réflexion, sur les affaires internationales, à Bruxelles comme dans les principaux Etats membres, représenteraient également une politique judicieuse à mener dans les deux prochaines décennies. Avoir à disposition, dans les institutions, dans les différents ministères nationaux, et hors des structures d'Etat, plus d'analystes qualifiés que nous en avons aujourd'hui est une nécessité si l'on souhaite une réflexion authentiquement fouillée et fondée sur de réelles connaissances.

Enfin, il est important, en Europe, d'éviter de faire le même type d'erreur que les Américains. L'approche idéologique des relations internationales a fait des ravages de l'autre côté de l'Atlantique, il serait fâcheux de se laisser tenter par un néoconservatisme « à l'européenne ». Une politique étrangère modérée et réfléchie peut être difficile à accepter, parfois, parce qu'elle ne cède pas à la facilité. Mais elle permet d'éviter des choix diplomatiques et militaires qu'on assume mal par la suite. On en a un triste exemple avec la Libye : sur le registre émotionnel, qui aurait pu nier que Kadhafi était un dictateur particulièrement dur ? Pourtant, il n'était pas le seul. Si on veut frapper des leaders autoritaires ciblant leurs populations, on peut parler tout autant de la Syrie que de l'Ouzbékistan, ce dernier pays étant un allié essentiel dans la guerre en Afghanistan. Or dans tous les cas, quand on veut liquider un régime, on doit être prêt à en tirer les conséquences, et au moins, connaître assez la zone où on agit pour éviter un après-guerre pire que la dictature jugée insupportable. Hélas, le travail n'a pas été fait pour la Libye. On parle bien peu de ce pays depuis la « victoire » et la mort de l'ennemi détesté, alors que la période est tristement intéressante. On est en train de voir apparaître un Afghanistan en Mer Méditerranée. On commence à voir poindre de dangereuses tensions tribales, qui pourraient faire tomber le pays dans le chaos, comme l'Afghanistan après la guerre contre les Soviétiques¹⁹. Autre troublante similitude avec l'Afghanistan, le fait que la Libye est devenue « un arsenal à ciel ouvert ». Le régime avant sa

¹⁹ Voir Ted Galen Carpenter, « Libya's Deep Tribalism », *The National Interest*, 25 janvier 2012, <http://nationalinterest.org>

chute possédait au moins 20 000 lance-roquettes anti-aériens, un outil idéal pour mener des attaques terroristes contre des compagnies aériennes. En octobre 2011, l'offre d'une telle arme était telle en Libye que son prix a fortement baissé, de 10 000 à 4 000 dollars pièce. Plus largement, un million d'armes légères serait à saisir dans cette nouvelle braderie macabre²⁰. Les Américains semblent avoir évité le pire en surveillant l'armement chimique présent sur le territoire, mais il suffit de bien peu, dans ce domaine, pour créer au mieux de la panique, au pire une catastrophe. Au nom de la guerre contre le monstre Kadhafi, on a mis la stabilité de l'Afrique du Nord en danger. Et dire qu'on ne pouvait pas savoir est tout simplement faux. Tout honnête homme connaissant l'Afrique du Nord au delà du club Med ne pouvait pas ne pas connaître les divisions internes d'un pays bien différent de la Tunisie et de l'Égypte. Par une politique qui n'a pas pris en compte les réalités complexes du terrain, les Européens qui ont voulu faire la guerre dans cette région du monde ont clairement mis en danger, dans les années à venir, les deux révolutions clés dans le monde arabe, celles qui ont données l'espoir d'un authentique changement démocratique. Si demain, l'Égypte sombre, comme par le passé, dans les violences terroristes, si la Tunisie se voit déstabilisée, ce sera à cause de cette méconnaissance du terrain. Et pour l'Europe, cela va signifier risques terroristes, renforcements de groupes mafieux, et une plus grande pression migratoire sur son territoire, avec les conséquences politiques que cela implique. Il est primordial que les leaders européens tirent les conséquences d'une telle politique, fassent en sorte de tout mettre en œuvre pour véritablement aider la Libye, tout en soutenant d'un point de vue sécuritaire, la Tunisie et l'Égypte. Surtout, il faut éviter de fantasmer de nouvelles guerres qui n'auront aucun sens et qui iront contre les intérêts bien compris de tous les Européens : les tensions politiques en Syrie et en Iran peuvent certes choquer, surtout quand on ne connaît ces pays que par son téléviseur. Mais une politique de type « néconservatrice » ne fera que renforcer nos problèmes sécuritaires sur le plus long terme. Seule une politique étrangère sensée, inspirée par des analystes connaissant véritablement le terrain, et acceptant la complexité des problèmes et donc des solutions à mettre en œuvre, nous permettra d'aider notre voisinage à bénéficier d'une plus grande liberté, mais également d'une réelle stabilité.

²⁰ Régis Soubrouillard, « Trafic d'armes : la Libye, un arsenal à ciel ouvert », *Marianne*, 14 octobre 2011.